

L'Agroécologie en Action

AFSA
ALLIANCE FOR FOOD SOVEREIGNTY IN AFRICA

Histoires du continent

Vol.1 Issue No.00601-07 SEPTEMBRE 2025NUMÉRO GRATUIT

HISTOIRES À
VENIR



Renforcer la formation en agroécologie des communautés agricoles: à travers l'histoire de réussite du RUCID.



Histoire du changement: autonomisation des agriculteurs tanzaniens grâce à l'initiative 'Healthy Soil Healthy Food'

DE LA PART DE
LA RÉDACTION

La suspension par le Nigéria des nouvelles autorisations d'OGM marque un tournant dans la gouvernance alimentaire en Afrique. Ce qui rend cette histoire si puissante, ce n'est pas seulement le changement de politique, mais l'action citoyenne qui l'a rendue possible. Des manifestations populaires aux audiences publiques en passant par les séances d'information d'experts, cette décision a été façonnée par des voix collectives réclamant la transparence, la biosécurité et le respect des systèmes alimentaires indigènes. Cet article met en lumière un cas rare où la pression démocratique a rencontré une action institutionnelle. Il nous rappelle que la politique alimentaire ne se résume pas à la science: elle concerne aussi la souveraineté, la confiance, et le droit de décider de ce que nous mangeons. Faisant partie de la série de récits de la campagne « Je mange africain » de l'AFSA, le présent article montre que protéger l'avenir alimentaire de l'Afrique passe autant par l'arrêt des technologies nuisibles que par la promotion d'alternatives inclusives et ancrées dans les communautés, y compris l'agroécologie.

Envoyez vos commentaires à: abbot.ntwali@afsafrica.org

Cordialement,

Abbot



L'Assemblée nationale du Nigeria suspend l'autorisation des OGM en raison des inquiétudes de la population

Par Mutinta Kentani
Abbot Ntwali

Dans une décision historique qui marque un tournant important dans la politique alimentaire nationale, l'Assemblée nationale du Nigeria a officiellement suspendu, le 16 mai 2024, l'autorisation de nouveaux organismes génétiquement modifiés (OGM) dans le pays. Cette décision, accompagnée du lancement d'une enquête officielle sur les procédures d'approbation des OGM dans le pays, représente une étape majeure dans la transition du Nigeria vers une gouvernance alimentaire plus transparente et plus responsable. Cette décision a abouti à une audience publique le 19 novembre 2024, au cours de laquelle les principales parties prenantes, notamment des scientifiques, des agriculteurs, des groupes de la société civile, des défenseurs des consommateurs et des experts juridiques, se sont réunies pour partager des preuves, exprimer leurs préoccupations et plaider pour une approche plus sûre et plus inclusive de la réglementation alimentaire.

La suspension des autorisations d'OGM marque un moment rare d'alignement institutionnel sur les préoccupations générales du public. Depuis des années, les citoyens, les groupes de défense et les associations d'agriculteurs expriment leurs préoccupations face à la prolifération incontrôlée des cultures génétiquement modifiées au Nigeria, entraînant ainsi l'insuffisance des évaluations des risques, l'absence de consultation publique et les impacts potentiels sur l'environnement et la santé.

Cette action de l'Assemblée nationale place ces préoccupations au cœur du débat politique national. Elle reflète une prise de conscience croissante: les décisions concernant ce que les

Nigériens cultivent, consomment et commercialisent doivent reposer sur une science rigoureuse, une participation démocratique et un engagement clair envers la souveraineté alimentaire.

LE RÔLE DE LA SOCIÉTÉ
CIVILE ET DU PLAIDOYER

Ce changement de politique n'est pas survenu spontanément. Il est le résultat d'un plaidoyer soutenu mené par une coalition d'organisations de la société civile, de chercheurs et de professionnels des médias, sous la coordination de Health of Mother Earth Foundation (HOMEF), qui se sont mobilisés stratégiquement afin de porter la question au plus haut niveau de l'État.

Dans les mois précédant la suspension, ces groupes de plaidoyer ont effectué des visites ciblées auprès des législateurs, leur fournissant des informations détaillées et les exhortant à suspendre les autorisations d'OGM jusqu'à ce que des contrôles de sécurité plus robustes et des systèmes d'approbation plus transparents soient mis en place. Ces démarches ont été renforcées par des campagnes de sensibilisation publique : manifestations, conférences de presse, interviews à la radio et à la télévision, programmes communautaires de sensibilisation visant à démystifier les OGM et à promouvoir la participation citoyenne dans les débats sur la politique alimentaire.

Cette décision de l'Assemblée nationale place ces préoccupations au premier plan du débat politique national. Elle reflète une prise de conscience croissante du fait que les décisions concernant ce que les Nigériens cultivent, mangent et commercialisent doivent être fondées sur des données probantes, un engagement démocratique et un attachement clair à la souveraineté alimentaire.

Il s'agit d'un appel à une science responsable, à une innovation prudente et à une politique ancrée dans les besoins des communautés nigérianes.

Les chercheurs et les experts associés ont également joué un rôle crucial en préparant et en soumettant des mémorandums à la commission de l'agriculture de la Chambre des représentants, mettant en lumière les lacunes du cadre réglementaire actuel et proposant des approches alternatives qui donnent la priorité à la durabilité écologique et aux droits des agriculteurs.

L'AUDIENCE
PUBLIQUE: UNE PRISE
DE CONSCIENCE
CROISSANTE

L'audience publique de novembre 2024 a constitué un moment charnière de réflexion et de dialogue. Les intervenants y ont présenté à la fois des critiques techniques et des témoignages personnels, offrant une diversité de perspectives sur l'impact de la prolifération des OGM sur les systèmes alimentaires locaux, la diversité des semences et la confiance des consommateurs.

Cet événement a fourni une plateforme démocratique permettant aux citoyens de réclamer un meilleur contrôle et a mis en évidence la nécessité d'améliorer les protocoles de biosécurité, d'établir des règles d'étiquetage plus claires et d'investir davantage dans les systèmes agricoles traditionnels et l'agroécologie.

Les parties prenantes ont souligné que si l'innovation technologique a sa place dans l'agriculture, elle ne doit pas se faire au détriment des

connaissances indigènes, des systèmes semenciers locaux ou de l'autonomie des petits exploitants agricoles.

TRACER UNE NOUVELLE
VOIE POUR L'AVENIR
ALIMENTAIRE DU NIGÉRIA

La décision du Nigéria de suspendre les autorisations d'OGM n'interdit pas pour autant les cultures génétiquement modifiées. Elle ouvre plutôt une fenêtre d'examen et de réforme approfondis sur la manière dont ces technologies sont introduites et contrôlées dans le pays. Il s'agit d'un appel à une science responsable, à une innovation prudente et à une politique ancrée dans les besoins des communautés nigérianes.

À l'avenir, les résultats de l'enquête en cours et les réformes politiques qui en découleront seront suivis de près, tant au Nigéria que sur l'ensemble du continent. L'expérience du pays pourrait influencer les débats régionaux sur la souveraineté alimentaire, la biosécurité et l'avenir du développement agricole en Afrique.

Cette évolution renforce également les efforts plus larges déployés à l'échelle du continent, tels que la campagne Je mange africain, qui insiste sur l'importance de protéger les systèmes alimentaires traditionnels de l'Afrique, de promouvoir la diversité locale des semences et de veiller à ce que les politiques agricoles répondent avant tout aux besoins des personnes qui en dépendent le plus.

En prenant le temps de suspendre, de réfléchir et de réajuster son approche des OGM, le Nigéria sème également les graines d'un système alimentaire plus transparent, inclusif et souverain, ancré dans les valeurs de santé, de patrimoine et de dignité humaine.